

Macron-Le Pen : même

Si ce « match retour » de 2017 a un air de déjà-vu, le contexte a totalement changé. La victoire du Président sortant dépend du report des voix des mélenchonistes.

On prend les mêmes et on recommence ? En apparence. Dans les faits, le « match retour » de 2017 va se nouer dans un contexte totalement chamboulé. Aux yeux des électeurs, Emmanuel Macron n'est plus ce jeune candidat prêt à balayer « l'ancien monde ». Marine Le Pen, de son côté, a cessé d'être seulement la fille de son père, épouvantail d'extrême droite avec lequel les Français aiment à se faire peur. Le clivage gauche-droite, ébréché en 2017, a volé en éclat. Voici les clés pour comprendre ce qui va se jouer jusqu'au 24 avril.

Macron va devoir mouiller le maillot

Si le Président sortant a commis une erreur, c'est bien de considérer que sa réélection ne serait qu'une formalité. Comme François Mitterrand en 1988, il a misé sur une « Blitzkrieg » électorale : déclaration tardive, campagne éclair réduite à un seul meeting et à une (très) longue conférence de presse.

Cette stratégie a paru validée, dans un premier temps, par les sondages. Boostée par « l'effet drapeau » consécutif à la guerre en Ukraine, sa popularité a atteint des sommets. Mais le soufflet a fini par retomber, au moment même où l'affaire McKinsey ravivait l'image de Président des riches et des élites.

Il a fallu attendre ces derniers jours, alors que les enquêtes pointaient l'érosion de son avance sur Marine Le Pen, pour que le chef de l'État sorte de sa réserve.

En dramatisant la menace frontiste, ses soutiens sont parvenus à mobiliser *in extremis* les mili-

tants et à décrocher un score plus qu'honorable dimanche : 27,84 %. Cette avance de quatre points ne suffira pas à plier le match. Les réserves de voix du candidat Macron sont limitées. Pour gagner, il doit réactiver le front républicain qui fait barrage à la famille Le Pen depuis 2002. Or, l'opération s'annonce délicate. De nombreux électeurs de gauche sortent déçus d'un quinquennat marqué à droite. C'est pourquoi, dès le soir du pre-

“Une partie de l'électorat insoumis pourrait choisir de voter contre Macron”

mier tour, le Président-candidat s'est dit prêt à « tendre la main » pour « inventer quelque chose de nouveau [afin de] rassembler les convictions et les sensibilités ». Le « grand mouvement politique d'unité et d'action » qu'il appelle de ses vœux se concrétisera-t-il ? Une seule certitude : « Jupiter » va devoir redescendre sur terre, mouiller le maillot et aller chercher chaque bulletin.

Le Pen condamnée au grand écart

Marine Le Pen n'améliore que de deux points son score de 2017. Mais ses 23,15 % lui ouvrent des perspectives inédites. En cinq ans, aidée par Éric Zemmour qui a joué l'idiot utile de sa campagne, elle est parvenue à normaliser et à diaboliser son image.

Alors que son programme est quasiment le même que lors du scru-

tin précédent, elle a su apparaître plus consensuelle, à l'écoute de la « France en colère », qui s'inquiète pour son avenir et son pouvoir d'achat. Son discours attrape tout au soir du premier tour, marqué par un appel aux « Français de toutes origines », évoquait d'ailleurs Jaurès que Maurras !

Sa stratégie pour le second tour est donc limpide : elle doit rassembler au-delà de son parti et coaliser tous les mécontents du macronisme.

Sur le papier, elle bénéficie de réserves de voix plus importantes qu'en 2017. Outre les 2,06 % de Nicolas Dupont-Aignan, elle peut compter sur l'essentiel des 7,07 % de Zemmour, ainsi que

sur une partie des 4,78 % de Valérie Pécresse... et des 21,95 % de Jean-Luc Mélenchon. De quoi obtenir une majorité dans douze jours ? De quoi, au moins, se permettre d'en rêver.

Jean-Luc Mélenchon en position d'arbitre

Pour la troisième fois, Jean-Luc Mélenchon échoue aux portes de la finale. Mais ce coup-ci, il s'en est fallu d'un cheveu. Avec 21,95 % des suffrages, il mord les talons de la candidate frontiste. Ce résultat, obtenu en asséchant ses concurrents de gauche, le place en position d'arbitre.

Dès dimanche soir, le leader insoumis l'a martelé à quatre reprises : « Il ne faut pas donner une seule voix à Madame Le Pen ». Toutefois, il n'a pas appelé explicitement à voter pour Emmanuel Macron. Il arrêtera sa position définitive après consultation de ses



310 000 soutiens. In fine, si ses partisans choisissent de voter blanc ou de s'abstenir, leurs bulletins pourraient faire cruellement défaut au Président-candidat.

Certains proches de Mélenchon voudraient négocier leur « bienveillance » en obtenant des garanties – par exemple sur l'abandon du report de l'âge légal du départ en retraite à 65 ans.

Rien ne dit, cependant, qu'une partie de l'électorat disparate de l'ancien ministre de Lionel Jospin ne choisira pas de voter « contre Macron », quelles que soient les consignes du chef de troupe.

Zemmour : pari perdu

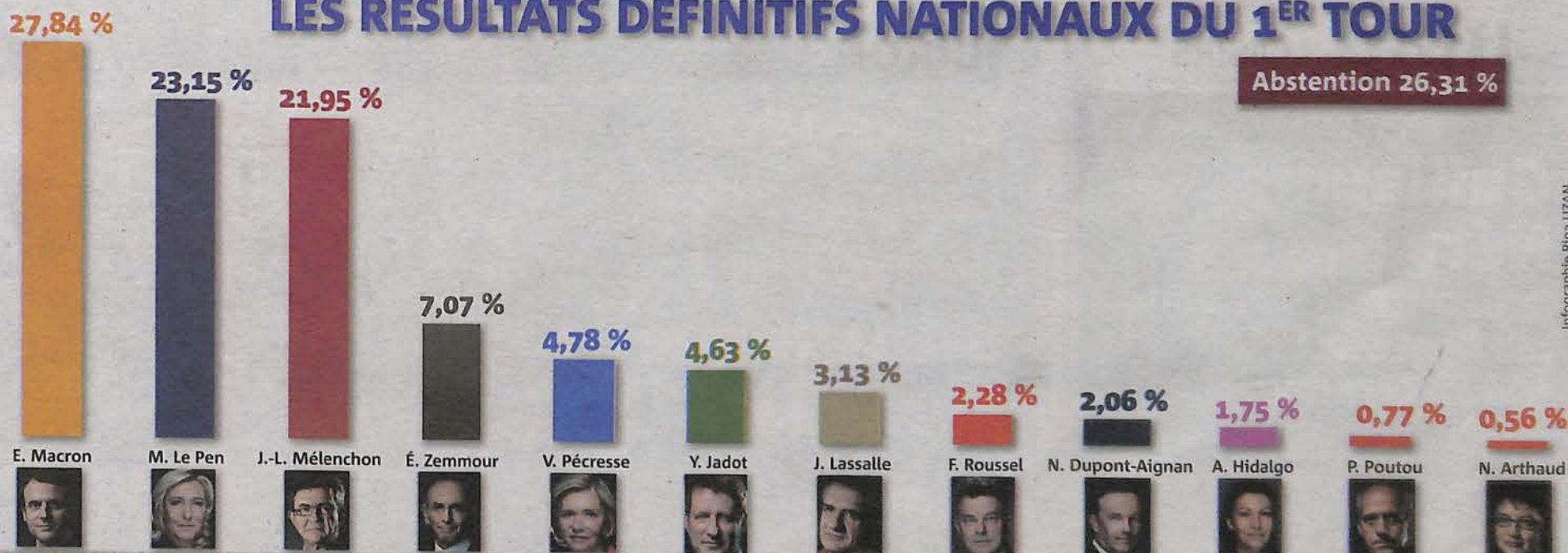
Même s'il peut se satisfaire d'avoir

devancé Valérie Pécresse, Éric Zemmour a perdu son pari. Celui qui affirmait encore, le 5 avril, qu'il serait « soit président de la République, soit leader de l'opposition », a échoué sur les deux tableaux.

Contraint d'appeler à voter pour Marine Le Pen en dépit de leurs « désaccords », confessant des « erreurs », il ne semble plus en mesure de jouer un rôle majeur ou de négocier quoi que ce soit dans les prochaines semaines. L'immense majorité de ses partisans devrait glisser un bulletin Le Pen dans l'urne le 24 avril.

Son projet de réaliser l'union des droites, en phagocytant Les Républicains et le Rassemblement national, a du plomb dans l'aile. Sans doute pour longtemps.

LES RÉSULTATS DÉFINITIFS NATIONAUX DU 1^{ER} TOUR



affiche, nouveau décor



L'ÉDITO
de
DENIS JEAMBAR

Journaliste et écrivain
edito@nicematin.fr

La France déglinguée

Avec 22 ans de retard, les Français ont donc définitivement tourné ce dimanche 10 avril la longue page politique du XX^e siècle avec ses deux partis dits de gouvernement, l'un de gauche, le PS, fondé par François Mitterrand en 1971, l'autre de droite, Les Républicains, héritiers autoproclamés du général de Gaulle. Nul doute que cette date restera dans les livres d'Histoire. Cet enterrement sans fleur ni couronne laisse évidemment le pays dans une nouvelle configuration politique, aussi complexe qu'inquiétante tant il paraît déglingué. On peut y recenser aujourd'hui onze France, voire plus, si différentes qu'on peut se demander si elles constituent encore une seule et même nation. Au plan national, les choses paraissent claires. Trois grands mouvements – qui ne sont

pas vraiment des partis tant c'est le leader de chacun d'entre eux qui le définit – ont été consacrés dans les urnes ce dimanche : le macronisme au centre, le lepénisme à l'extrême droite, le mélenchonisme à l'extrême gauche. Sur le fond, cependant, ce trio ne constitue en fait

qu'un duo. D'un côté, le macronisme, libéral, européen, ouvert sur le monde. Avec ses ralliés pour le second tour, il représente 42 % de l'électorat. De l'autre, les tenants d'une France recroquevillée, isolationniste, plus ou moins poutinienne, anti-américaine. S'y retrouvent 58 % des électeurs : ceux de Marine Le Pen, d'Éric Zemmour, de Nicolas Dupont-Aignan, de Jean-Luc Mélenchon, de Jean Lassalle, de Philippe Poutou, de Nathalie Arthaud.

Certes, ces voix ne se confondent pas car elles représentent des sensibilités diverses mais leurs motivations sont souvent si voisines qu'elles définissent un nuage idéologique massif qui s'apparente, à bien des égards, au trumpisme aux États-Unis en 2016. La situation se complique d'une autre

fracture. Les scrutins nationaux n'ont plus rien à voir avec les consultations locales. Le PS et LR trustent l'essentiel des communes, des Départements et toutes les Régions. Il n'est pas sûr que cet état de fait soit remis en cause par le vote de ce dimanche. Le local ne se

pilote plus sur ordre du national. Les élus locaux sont des électrons libres qui n'obéissent plus à Paris le petit doigt sur la couture du pantalon.

Ajoutons à ce puzzle, les fractures entre classes sociales. Le macronisme est fait pour l'essentiel des plus de 65 ans, de cadres et des classes dites aisées. Les extrêmes rassemblent, de leur côté, un électorat plus populaire. Bref, deux mondes dont les intérêts divergent. Quant aux jeunes, ils forment un continent à part : 33 % des 25-34 ans n'ont pas voté et 38 % des 18-24 ans qui ne sont pas déplacés l'ont fait par désintérêt de la politique, alimentant le bloc des abstentionnistes devenus en fait un monde indifférent aux élections. Ce sont toutes ces France qui détiennent les clés du second tour et du futur quinquennat.

« Les élus locaux sont des électrons libres qui n'obéissent plus le petit doigt sur la couture. »

De nouveaux rapports de force

Plus encore qu'en 2017, les cartes politiques ont été rebattues, ce qui rend difficile l'anticipation des prochains jours. Les grands partis se sont effondrés. Le PS d'abord, avec une candidate tombée plus bas que Fabien Roussel (PCF) et Jean Lassalle (Résistons !), puis Les Républicains avec la faillite – dans tous les sens du terme – de Valérie Pécresse.

Le clivage gauche-droite s'est fondu dans trois entités principales : un bloc central, libéral et européen avec Emmanuel Macron, un bloc radical de gauche avec Jean-Luc Mélenchon, un bloc radical de droite avec Marine Le Pen.

Les électeurs naviguent de l'un à l'autre avec des lignes de fracture entre la France des cadres et celle des employés, celle des villes contre celle de la périphérie, les jeunes contre les seniors. Avec, en toile de fond, le phénomène de rejet massif dont fait l'objet Emmanuel Macron auprès d'une partie de l'électorat.

Ce qui explique qu'un vote pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour puisse tomber dans l'escarcelle de Marine Le Pen au second... et compliquer singulièrement la tâche des sondeurs.

L'abstention pourrait décider du résultat

Fixée à 26,31 %, l'abstention a at-

teint un niveau record. En dehors de 2002, où elle a culminé à 28,4 %, elle n'avait jamais dépassé 22,4 % (en 1969) et 22,23 % (en 2017) pour un premier tour.

Après les taux catastrophiques enregistrés aux municipales de 2020, puis aux régionales et départementales de 2021, où les deux tiers des Français avaient boudé les urnes, certains experts voient dans ce résultat une relative bonne nouvelle.

Qu'en sera-t-il le 24 avril ?

Alors que les premières enquêtes d'opinion donnent les deux finalistes au coude à coude, la participation pourrait s'avérer plus que jamais déterminante.

LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

Sur le terrain, début de la « castagne » entre finalistes

Il s'était engagé à partir « à la castagne » sans tarder pour le second tour. Promesse tenue : Emmanuel Macron était hier dans les Hauts-de-France, sur les terres populaires qui ont voté massivement pour Marine Le Pen. Le Président-candidat a été accueilli à Denain (Nord) aux cris de « Macron démission ». Des imprécations rapidement couvertes par les hurlements de ses partisans scandant « Macron Président ». Le chef de l'État a annoncé, devant une forêt de micros, qu'il allait parler « à tous les candidats dans les prochaines heures ». De son côté, son adversaire frontiste s'est rendue dans l'Yonne chez un agriculteur céréalier. À Soucy, elle a moqué le Président sortant : « Quand il est en difficulté, il propose des chèques ». La discussion avec l'exploitant a essentiellement tourné autour des conséquences de l'inflation sur les prix alimentaires et énergétiques. « Je suis très inquiète parce que je vois tous les nuages s'amonceler et un président de la République qui fait mine de ne pas les voir », a grincé la candidate.

LR face à une double question existentielle

C'est la survie des Républicains qui se joue après la claque du premier tour. La survie idéologique – quelle place entre Macron et l'extrême droite – et financière... les législatives dans le viseur.

C'est la droite pulvérisée, humiliée. Le choc. Brutal, selon les mots d'Éric Ciotti, dès 20 heures. La défaite était attendue, mais pas comme ça. Pas comme le PS en 2017, qui ne s'en est d'ailleurs jamais remis. Pas sous la barre des 5 %, double peine...

La droite gaulliste n'avait jamais autant rasé les pâquerettes électorales. Pécresse, sans affaires, fait pire que François Fillon engluée dans le PénelopeGate, avec ses costumes à 48 500 euros : 20 % en 2017. Et dix millions de votes en moins que Nicolas Sarkozy en 2007.

Multiplication des réunions de crise

Les Républicains ressortent asphyxiés de ce premier tour. Idéologiquement, entre l'extrême droite et Macron. Et financièrement. « La situation financière de ma campagne est désormais critique », a alerté Valérie Pécresse, hier matin, à peine remise du couperet des urnes. LR est face à une double question existentielle. Au propre et au figuré.

Alors, hier, les cadres du parti de la rue de Vaugirard ont multi-



plié les réunions de crise. D'un comité stratégique à 10 heures à un bureau national un peu plus tard jusqu'à une réunion des députés qui tremblent désormais pour les législatives. Journée branle-bas de combat.

Mais, ils le savent, il leur faudra plus qu'une journée d'introspection et d'analyse pour éviter la

mort du parti. « Si on y arrive », souffle un élu LR. Qui grimace, toutefois fataliste : « Notre maison brûle et on n'a pas de lance à incendie. Et je crois qu'on n'est pas près d'en trouver une ». « Et même si on arrive, comment se reconstruire ? De quelle couleur repeindre les murs ? En bleu... ou en bleu marine ? », interroge-t-il.

« Les Républicains ne sont fongibles ni dans le macronisme, ni dans le lepénisme », a tenté de répondre le boss des Républicains, Christian Jacob, hier, à l'issue du bureau politique. Pas plus clair pour Laurent Wauquiez qui propose un projet « entre deux » : « Ne cherchons pas à monter un camp contre

l'autre. Sachons bâtir une position commune qui nous rassemble sans exclure personne ».

Les Républicains marchent sur des œufs. Déjà brouillés. La fracture est là. Bien là. LR est déchiré, au grand jour en vue du second tour, entre ceux qui, comme Valérie Pécresse ou Xavier Bertrand, voteront Emmanuel Macron pour éviter Marine Le Pen. Et les autres. À l'instar de Julien Aubert, le député du Vaucluse qui lorgne la candidate du Rassemblement national et ne s'en cache d'ailleurs pas. Mais aussi Éric Ciotti, patron de la toute-puissante fédération LR des Alpes-Maritimes, qui, en toute constance, a une fois de plus confié que son vote n'irait pas au Président sortant.

Mais votera-t-il pour Marine Le Pen, lui qui aurait voté Zemmour si celui-ci avait franchi le cap du premier tour ? Motus et bulletin cousu... Pour le moment. En attendant, le finaliste – malheureux – de la primaire LR martèle qu'il est temps de reconstruire la droite. Un refrain déjà entendu, il y a cinq ans, après la débâcle Fillon.

STÉPHANIE GASIGLIA
sgasiglia@nicematin.fr

Des candidats en quête d'argent...

Après la bérézina des résultats, place à la course aux bouclages des frais de campagne. Une autre paire de manches car les dépenses ne sont pas illimitées et une loi encadre strictement tout cela.

Dimanche, huit candidats sur douze n'ont pas passé la barre symbolique des 5 % au premier tour, qui garantit le remboursement d'une partie des frais engagés pour cette campagne comme l'impression de tracts, la location de salles pour les meetings, etc... Une situation qui met Les Républicains (LR), Europe Écologie-Les Verts (EELV) ou encore le Parti socialiste (PS) dans une sacrée panade, si bien que des appels aux dons ont été lancés.

■ Ce que dit la loi

Dans les textes, il est prévu que tout soit contrôlé par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), une autorité administrative chargée de veiller au respect des montants maximum de dépenses des candidats (16,851 millions d'euros pour les

candidats présents au premier tour et 22,509 millions d'euros pour les deux candidats présents au second tour).

Si d'aventures, un candidat dépense davantage, il devra verser le montant du dépassement au Trésor public, indique la CNCCFP, ajoutant qu'une avance de 200 000 euros est versée à l'ensemble des candidats. Dans les faits également, l'État prend en charge une partie de ces frais.

Les candidats présents au premier tour ayant recueilli moins de 5 % des suffrages exprimés (Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Anne Hidalgo, Fabien Roussel, Jean Lassalle, Yannick Jadot ou encore Valérie Pécresse) verront l'État leur verser une somme équivalente à 4,75 % du plafond de dépenses autorisés au premier tour, soit 800 422 euros.

Les candidats ayant passé la barre des 5 % sans être qualifiés pour le second tour seront remboursés à hauteur de 8 millions d'euros, soit 47,5 % du montant maximal des frais. Ce sera le cas de Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour.

Pour les finalistes du 24 avril, Marine Le Pen et Emmanuel Macron, le remboursement des frais atteint 47,5 % du plafond des dépenses des deux tours, soit près de 11 millions d'euros.

Précision : la collecte de fonds a démarré le 1^{er} juillet 2021 et se termine le 24 juin 2022, la date limite de dépôt du compte de campagne. Raison pour laquelle LR et EELV ont immédiatement lancé des appels aux dons pour boucler les comptes de campagne.

■ Appels aux dons chez LR et EELV

Pour certains, la situation est extrêmement difficile. Valérie Pécresse (LR) a ainsi lancé un appel à « une aide d'urgence » aux Français pour « boucler le financement » de sa campagne. Elle évoque « une situation critique » et une perte de 7 millions d'euros de frais. « Les Républicains ne peuvent faire face à ces dépenses », a-t-elle indiqué hier, à la presse.

Elle a aussi indiqué s'être endettée personnellement à hauteur de 5 millions d'euros. « J'ai besoin de

votre aide, d'urgence, d'ici le 15 mai, pour boucler le financement de cette campagne présidentielle (...) Il en va de la survie des Républicains, et au-delà, de la survie de la droite républicaine. Je lance ce matin (hier) un appel national aux dons, à tous ceux qui m'ont apporté leurs suffrages mais aussi à tous ceux qui ont préféré hier le vote utile, et enfin à tous les Français attachés au pluralisme politique et à la liberté d'expression », a-t-elle ajouté, précisant que les dons pouvaient être réalisés en ligne sur le site www.valeriepecresse.fr.

■ 3 euros pour Jadot

Chez les Verts, même constat : les comptes ont viré au rouge vif à la vue des résultats dimanche. Au cours de la soirée, le parti a lancé un appel aux dons pour renflouer les caisses. Yannick Jadot a immédiatement demandé un « soutien financier » indispensable pour poursuivre les « combats » de l'écologie. Ce qu'a répété Julien Bayou, secrétaire général du parti, hier matin sur France Inter : « La situation est critique. Le fait de rater la

barre des 5 % nous met dans une très très grande difficulté. On avait fort heureusement baissé la voilure et dépensé moins que ce que nous avions prévu », a-t-il dit, chiffrant des dépenses pour la campagne de premier tour « aux alentours de 6 millions d'euros ». « Dans l'immédiat (...) nous devons trouver 2 millions dans les cinq semaines qui viennent », a-t-il concédé.

Sur Twitter, il a indiqué qu'il suffisait que chaque électeur de Jadot donne 3 euros, pour « poursuivre le combat de l'écologie ».

■ Pas de dette au PS

Enfin, au PS, on a eu beau enregistrer le plus bas score de l'histoire du parti, Olivier Faure, premier secrétaire, a indiqué que la campagne avait été autofinancée : « Il n'y a pas de dette à rembourser. Les appels aux dons sont toujours nécessaires parce que cela permettrait d'avoir des permanents, d'avoir des gens qui peuvent nous aider à reconstruire. Mais il n'y a pas de faillite comme beaucoup l'auraient souhaité », a-t-il assuré.

AMANDINE REBOURG

Moins de 5 % pour LR dans le Var : l'heure des comptes

Le faible score de Valérie Pécresse dans une terre historiquement ancrée à droite interroge sur les raisons d'une telle débâcle. Et si l'une d'elles était purement... mathématique ?

Mais où sont donc passés les votes Les Républicains (LR) ? Lâchée en rase campagne varoise, la candidate LR n'obtient que 4,73 % des suffrages exprimés dans le département, pourtant historiquement à droite et où cette formation a longtemps recueilli des résultats flamboyants. Un cataclysme, à l'image des scores nationaux d'une Valérie Pécresse prise en étau entre son centre droit... et sa droite de la droite.

La piste des voix disparues

Il y a 5 ans, François Fillon, malgré la tourmente des affaires, se hissait 2^e dans le Var avec 24,85 %. Rends les voix ? Effectivement, si en politique, tout n'est pas que mathématiques – fort heureusement – il semblerait bien que les LR se soient fait chaparder bien des électeurs dans un paysage politique clairement chamboulé. Et nul besoin d'être doté du génie « équationnel » d'un Cédric Villani pour que les chiffres sautent aux yeux. Plus facile finalement que de retrouver la 7^e compagnie : un simple calcul suffit à déceler la piste des voix disparues.

Avec un score porté de 17,7 à 23,7 % en un quinquennat, Emmanuel Macron pourrait bien avoir si-phonné ces plus de 6 points à la présidente de la Région Ile-de-France, soutenu à coups de tribu-



Valérie Pécresse lors de sa venue à La Crau pour échanger avec des retraités sur le thème du pouvoir d'achat, le 1^{er} avril, avant son meeting à Saint-Raphaël. (Photo Frank Muller)

nes et autres opérations de com' officielles par de nombreux élus locaux varois ex-LR, qui semblent avoir réussi leur travail de « vampirisation ».

Très à droite de l'échiquier cette fois, le score record d'Éric Zemmour pourrait également expliquer la débâcle varoise de Valé-

rie Pécresse. Si l'on ajoute en effet les 13,25 % du fer de lance de Reconquête ! (quasi le double de son résultat national) aux 6 points engrangés par Macron plus le score avoisinant les 5 % de la candidate malheureuse, le compte est bon pour arriver... aux plus de 24 % de François Fillon !

Un début de réponse

Bien évidemment, tout n'est pas si simple, et les candidats ne cessent de le répéter depuis dimanche soir : les voix des électeurs n'appartiennent ni à une famille politique, ni à un prétendant à la fonction suprême. Mais la « coïncidence » peut apporter un début

Masson ne donne aucune consigne

Jean-Louis Masson, maire de la commune de La Garde et président des Républicains du Var a réagi au scrutin par communiqué de presse ce lundi : « Jusqu'au bout je me suis loyalement engagé pour défendre les idées de la droite républicaine. L'échec du score du 1^{er} tour ne signifie pas la disparition de nos valeurs auxquelles je renouvelle mon attachement. Localement, nous sommes éloignés des jeux des appareils nationaux. De mon point de vue, l'honnêteté et l'humilité commandent de s'abstenir de consigne de vote et de laisser les électeurs effectuer leur choix personnel, ainsi que je le ferai moi-même, en toute conscience et responsabilité. »

de réponse à l'effondrement de la droite LR dans notre département. Tout comme une campagne nationale semée d'obstacles pour la candidate d'une droite qui, tout en essayant de faire bonne figure en prônant l'unité, paraissait en coulisses à couteaux tirés.

STÉPHANIE MAYOL

La débâcle d'Anne Hidalgo et du Parti socialiste

C'est le pire échec de l'histoire du PS, désormais menacé de disparition dans une gauche qui doit se réinventer. Dimanche soir, la candidate Anne Hidalgo a littéralement sombré avec ce score de 1,75 % des suffrages exprimés au premier tour. Trois fois moins que le score de Benoît Hamon en 2017, lui-même déjà associé à une première déflagration (6,34 %). Anne Hidalgo est même dépassée par le communiste Fabien Roussel, Jean Lassalle et Nicolas Dupont-Aignan. À l'annonce des résultats, la salle du sud parisien, où se tenait la soirée électorale, s'est figée dans le silence.

Les militants KO

Sur son fauteuil en cuir, Michel, 60 ans, retire sa casquette et se frotte le front. Le militant PS depuis 30 ans, n'en revient pas. « Franche-

ment, je suis KO. Je pensais qu'on ferait au minimum 5 % », confie-t-il. Très applaudie, Anne Hidalgo s'est rapidement exprimée, appelant à voter le 24 avril contre l'extrême droite de Marine Le Pen « en vous servant du bulletin de vote Emmanuel Macron ».

Un parti exsangue

Elle a aussi assuré que le combat continuerait pour « faire obstacle aux projets injustes de la retraite à 65 ans, de la privatisation rampante de l'école, de l'université et de la santé, de la stigmatisation des plus pauvres et des chômeurs, et de l'inaction climatique ». Le PS, qui était en 2012 à la tête de toutes les institutions (présidence, Assemblée nationale, Sénat), est désormais exsangue, mais dirige encore 25 départements, 5 régions et parmi

les plus grandes villes. Pour Sébastien Vincini, maire PS de Cintegabelle, « le PS n'est pas mort, c'est la gauche qui est défaite dans son ensemble ». « C'est un résultat très compliqué mais nous avons encore des bases, nous avons des élus locaux », a assuré le sénateur Patrick Kanner. Anne Hidalgo, 62 ans, est très en deçà du seuil des 5 % des voix pour se faire rembourser ses frais de campagne, même si le PS a presque entièrement autofinancé sa présidentielle. Sa campagne aura été une longue déroute depuis sa déclaration de candidature en septembre. Elle n'a jamais été audible au sein d'une gauche éparpillée, et s'est enfoncée dans les sondages. Partie trop tard pour certains, victime d'un furieux *bashing* pour d'autres, la candidate s'est perdue en début

de campagne dans un duel fratricide avec Yannick Jadot, et s'est ensuite fait rogner une partie de son électorat par l'éphémère candidature de Christiane Taubira. Son souhait d'une primaire de la gauche, puis son refus d'y participer sans Yannick Jadot, a aussi laissé les électeurs perplexes. Enfin, elle n'a pas réussi à faire revenir les déçus du PS, qui avaient voté Emmanuel Macron en 2017.

Les législatives en ligne de mire

Les regards sont désormais tournés vers les législatives. Le premier secrétaire du PS Olivier Faure a lancé « un appel solennel aux forces de gauche et écologistes, aux forces sociales, aux citoyennes et citoyens prêts à s'engager afin de construire ensemble pour les élections législa-

tives un pacte pour la justice sociale et écologique ». Anne Hidalgo a aussi appelé « toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cette gauche qui agit déjà ensemble dans les territoires, à s'unir » pour ce scrutin. Dans un communiqué distinct, plusieurs cadres du parti, dont Johanna Rolland, maire de Nantes, ont aussi appelé à « l'union des forces de gauche et des écologistes ». Au-delà de cette échéance, plusieurs personnalités socialistes, dont l'ex-Président François Hollande, qui veut revenir dans le jeu après 5 ans en retrait, se préparent à une refondation à laquelle Anne Hidalgo veut aussi prendre sa part.

Divisions au sein du parti

« Nous travaillerons au rassemblement de la gauche dis-

persée qui n'a pas su s'unir quand il le fallait, dès l'automne avec les forces sociales et associatives », a-t-elle assuré.

Une tâche qui s'annonce difficile, en raison des divisions au sein du parti, comme l'a montré mercredi soir la bronca qui a suivi une réunion autour de la candidate, avec notamment François Hollande, mais sans Olivier Faure. L'animosité entre les deux hommes est notoire. L'héritage Hollande divise toujours, entre ceux qui estiment que « le passif de haine » contre le PS n'est pas « purgé », et ceux qui jugent que le parti « a passé trop de temps à faire l'inventaire » de l'ex-Président. Certains ne se privent pas non plus de critiquer la direction actuelle, accusée de n'avoir pas travaillé depuis 5 ans à la reconstruction du parti.

Macron, une « main tendue » au-dessus d'un fossé

Le Président sortant a appelé à transcender les « différences ». Plus qu'un front républicain de circonstance, Emmanuel Macron veut susciter l'adhésion... Sans véritablement convaincre.

Sans tarder, au soir de ce premier tour qui fait bégayer l'Histoire, un large front républicain s'est constitué pour barrer la route à Marine Le Pen. Le candidat écologiste Yannick Jadot (4,63 % des voix), le communiste Fabien Roussel (2,28 %) et la socialiste Anne Hidalgo (1,75 %) ont, dès dimanche, appelé leurs électeurs à voter Macron au second tour. Estimant qu'elle n'était pas « propriétaire » de ses suffrages, la candidate LR Valérie Pécresse (4,78 %) a néanmoins annoncé, « à titre personnel », qu'elle en ferait de même. Même l'insoumis Jean-Luc Mélenchon (21,95 %) qui n'avait pas vraiment donné de consigne claire en 2017 a répété et répété qu'« aucune voix ne [devait] aller à Madame Le Pen ».

Emmanuel Macron, appelant son électoral à rester « humble »... Et les autres candidats à transcender leurs « différences ».

Le Président sortant ne semble pas se contenter de ce large front républicain qui s'est dressé entre lui et Marine Le Pen. Il voudrait bien transformer ce vote de barrage en un vote d'adhésion. Dimanche il a souhaité « tendre la main à tous ceux qui veulent travailler pour la France » appelant de ses vœux la création d'un « grand mouvement politique d'unité et d'action ».

Appel du pied à gauche

Une coalition ? Un nouveau parti ? Les élus locaux de La République en Marche ne se pressentent pour préciser les contours de cette nouvelle « formation ». Du coup, Saber Gasmi qui a organisé le comité de soutien niçois de Jadot se demande bien quel est « ce nouveau comité Théodule ». Le militant Europe Écologie-Les Verts sait en revanche à qui s'adresse l'appel du pied du candidat Macron : « Aujourd'hui, il est clair que son vivier de voix se trouve dans le bloc de gauche. Ce sont les électeurs de



Pour sa première visite après le premier tour, Emmanuel Macron a choisi d'aller hier à Denain dans le Nord. (Photo PQR/Sami Belloum)

Jean-Luc Mélenchon qui sont en mesure de jouer les arbitres de ce second tour, sans oublier ceux qui se sont réfugiés chez Jadot. » Les marges de manœuvre à droite se réduisent en effet aux 5 % de Valérie Pécresse. Un effondrement historique pour Les Républicains qui avaient jusque-là mieux résisté que le PS au macronisme. Même si le candidat Macron est prêt à « compléter » et « enrichir » son programme, comme il l'a annoncé hier depuis les Hauts-de-Seine ? Que faudrait-il

pour qu'il parvienne à « convaincre » ? « Renoncer à repousser à 65 ans l'âge de la retraite ! » C'est souvent la première réponse qui émerge. Mais il n'y a pas que ça. « Il faudrait qu'il accepte de mettre en place un ISF écologique, qu'il fiscalise les plus riches et notamment les dividendes », commence à égrainer José Garcia-Abia, le premier secrétaire du PS dans les Alpes-Maritimes, avant de trancher : « En fait nous avons trop de points de divergence. Pour résumer, lui il est de droite et moi je suis un

homme de gauche. Mais la balle est dans son camp. Emmanuel Macron ne peut pas se contenter de dire venez derrière moi, s'il veut rassembler qu'il le démontre. »

Proche de « la fin de non-recevoir »

La « fin de non-recevoir » est encore plus directe du côté de la France insoumise. « Il faut arrêter de prendre les gens pour des imbéciles, s'emporte la Niçoise Anne-Laure Chaintron. Aujourd'hui, nous sommes la 3^e force du pays. Nous avons mis 5 ans à cons-

truire cela. Nous n'allons quand même pas renier l'adhésion des électeurs pour aller discuter le bout de gras avec Emmanuel Macron ! » On voit mal, du coup, comment les fondations de ce « grand mouvement d'union » pourraient émerger dans les 15 jours.

À moins que l'échéance ne soit pas le second tour de la présidentielle. « C'est peut-être pour préparer les législatives, s'interroge l'écologiste et eurodéputée Caroline Roose, une manœuvre politique pour obtenir une majorité. » Philippe Pellegrini du PCF azuréen, lui, s'en étonnerait presque : « Je n'ai pas oublié que celui qui représente désormais LREM à Nice (Christian Estrosi, Ndlr) a fait partie de la ligne droite du RPR, de l'UMP et il n'y a pas si longtemps des LR. Je n'ai pas oublié non plus, qu'en 98, il était prêt à s'allier à Jean-Marie Le Pen pour que la région ne passe pas à gauche. » Il y a parfois des fossés politiques qu'une main tendue ne suffit pas à franchir. Même si Philippe Pellegrini, lui-même, reconnaît que « plus grand-chose ne le surprend ». Notamment en matière de ralliement.

ERIC GALLIANO

Les raisons de sa progression dans le Var

Entre les premiers tours de 2017 et 2022, Emmanuel Macron a gagné six points dans le Var passant de 17,73 % des suffrages à 23,72 %. Une dynamique nettement supérieure à celle observée au niveau national (+3,8%). Comment expliquer la progression du Président-candidat dans un département largement dominé par Marine Le Pen (30,59 %) et le vote très droitier pour Éric Zemmour (13,25 %) ?

« Nous avons un bilan, les députés ont fait le boulot et les maires ont fédéré pour que l'on progresse partout », estime Valérie Gomez-Bassac, parlementaire LREM de la sixième circonscription du Var. L'appel des maires du Var, plus d'une trentaine, qui ont rejoint Emmanuel Macron pendant la campagne, a-t-il eu un impact sur le score du chef de l'État au second tour ? Le maire de Toulon, Hubert Falco, à l'origine de ce large ralliement, est plus mesuré. « Vous savez, l'élection présidentielle est un scrutin national, très particulier, nos concitoyens n'attendent pas le point de vue du maire pour se prononcer, contrairement aux législatives ou aux départementales par exemple. » Une analyse



Emmanuel Macron lors de l'été 2020 à Bormes-les-Mimosas. (Photo L. B.)

que semble corroborer les chiffres.

Progression sur le littoral

Un exemple ? Emmanuel Macron est arrivé en tête à Hyères alors que Jean-Pierre Giran a fait activement campagne pour Valérie Pécresse, affichant un soutien indéfectible à LR. Idem à Saint-Raphaël dont le maire, Frédéric Masquelier est le secrétaire départemental des LR. D'ailleurs, c'est plutôt dans les com-

munes mieux loties du littoral que le Président sortant a réalisé ses plus fortes progressions (Bandol, Sanary, Carqueiranne, Le Pradet, Saint-Raphaël...). « Ce sont les gens des classes moyennes qui ont le plus profité des mesures du quinquennat », juge Valérie Gomez-Bassac. Une déclaration à prendre avec un peu de recul toutefois car selon plusieurs études dont celle de l'Ifop, Emmanuel Macron arrive en tête chez les 65 ans et plus, avec 37,5 % à 39 % des voix. Et c'est au final, sans doute, plus l'image d'un Edouard Philippe qui a permis à Emmanuel Macron d'aller prendre dans le Var ces voix chez l'électorat centriste des LR. Il faudra pour progresser au second tour convaincre des abstentionnistes et des gens de gauche. « C'est l'ADN d'En Marche, nous avons toujours assumé une jambe droite libérale sur les questions économiques et une jambe gauche plus sociale et protectrice. Il faudra se rassembler de nouveau derrière ces valeurs de dépassement » pour y arriver, juge l'ancienne socialiste et députée toulonnaise LREM de la première heure Cécile Muschotti.

OLIVIER MARINO

En bref

Retraites : Macron ouvre la porte au référendum

Emmanuel Macron s'est dit, hier, prêt à bouger sur la réforme des retraites et ouvrir la porte à un report de l'âge de départ à 64 ans, plutôt qu'à 65, « s'il y a trop de tensions et que cela peut bâtir un consensus ». Il a aussi déclaré qu'il « n'exclut pas un référendum sur quelque réforme que ce soit », y compris celle des retraites, et qu'il souhaitait une « méthode nouvelle » de concertation.

53 élus régionaux appellent à voter Macron

Dans le sillage du président Renaud Muselier et de son président délégué, Christian Estrosi, 53 conseillers régionaux de Paca ont appelé hier à voter pour Emmanuel Macron le 24 avril. « Membres de l'exécutif, nous avons pu soutenir au 1^{er} tour de l'élection présidentielle le candidat de notre choix, en toute liberté, écrivent-ils dans un communiqué. Aujourd'hui, nous affirmons collectivement notre soutien à Emmanuel Macron pour ce 2nd tour, et nous demandons l'unité nationale face à la crise extérieure, et face à la situation intérieure. » Estimant que « rien ne serait pire de confier les destinées de notre pays à une candidate si proche de la Russie », « sans expérience ni équipe », « à [un] membre de la dynastie Le Pen qui reste une Le Pen. »

Le RN persuadé que l'histoire ne se répétera pas

Le 24 avril prochain, Marine Le Pen défiera à nouveau Emmanuel Macron. Mais l'issue pourrait être différente pour la candidate d'extrême droite. Explications.

Les instituts de sondage avaient vu juste. Cinq ans après une première confrontation qui s'était terminée à l'avantage d'Emmanuel Macron, le match retour entre le Président sortant et la candidate du Rassemblement national Marine Le Pen aura donc bien lieu. Une deuxième chance, presque une « revanche » souhaitée, espérée même par certains électeurs d'extrême droite rencontrés à Paris, lors de la soirée électorale du RN. Le face-à-face télévisé du 3 mai 2017 n'avait pourtant pas souri à Marine Le Pen, largement battue quatre jours plus tard lors du second tour de la présidentielle. Mais le contexte a changé.

« Depuis, Marine a gagné en maturité, en prestance. Et elle connaît bien ses dossiers. Elle est prête ! Et puis Macron n'est plus le petit nouveau. Il a désormais un bilan qui ne joue pas en sa faveur », nous expliquait dimanche soir Olivier et Nathalie, convaincus que l'histoire ne se répétera pas, que Marine Le Pen, « qui s'était plantée sur la forme » lors du débat de l'entre-deux tours en 2017, ne fera pas les mêmes erreurs



Cinq ans après le duel de 2017, Marine Le Pen sera à nouveau opposée à Emmanuel Macron. Mais cette fois la candidate RN est parfaitement préparée, affirment ses partisans.

(Photo PQR/Thierry Lindauer)

Longuement préparé

Conseiller d'opposition RN à la mairie de Toulon, Amaury Navarranne estime lui aussi que les circonstances ont changé en cinq ans. Pour revenir sur le débat télévisé de mai 2017, que d'aucuns avaient qualifié de « naufrage », l'élue toulonnaise ne semble pas redouter ce nouveau duel pour sa candidature. « Il y a cinq ans, Marine Le Pen, arrivée exté-

nuée au second tour, s'était trompée. Elle l'a d'ailleurs reconnu. Vouloir à tout prix « puncher » Emmanuel Macron, plutôt que de dérouler son propre programme qui était déjà très bon, était une erreur. Mais cela fait cinq ans qu'elle se prépare à ce match retour. »

Malgré les apparences, l'adversaire n'est pas le même non plus. Enfin pas tout à fait. « Il y a cinq ans, Emmanuel Macron avait réussi, de

façon assez frauduleuse, à se faire passer pour le petit nouveau, alors qu'il avait été un conseiller influent de François Hollande, puis son ministre de l'Économie. Aujourd'hui, il a un passé, un passif et un bilan », insiste Amaury Navarranne.

À l'évocation du « plafond de verre » contre lequel le RN a buté à plusieurs reprises, Amaury Navarranne balaie d'un revers de main cet écueil. « C'est un méca-

nisme fixé à 18 % en 2002 lorsque Jean-Marie Le Pen avait été battu au second tour de la présidentielle. Mais le RN et Marine Le Pen ont depuis prouvé que ce plafond pouvait être dépassé. Une élection présidentielle n'est pas une élection de parti, d'étiquette, mais la rencontre entre un candidat et le peuple français. À ce sujet, les solutions avancées par Marine Le Pen séduisent une part toujours plus importante de l'électorat ». Laure Lavalette, autre élue RN au conseil municipal de Toulon, ne dit pas autre chose. « Malgré une certaine concurrence, Marine Le Pen est en progression avec quelque 500 000 voix de plus qu'au 1^{er} tour en 2017. »

La fin du front républicain

Boostée par cette dynamique, Laure Lavalette est plus que confiante pour le 24 avril. « Parce que tout a changé en cinq ans. Dès le lendemain de la dernière élection présidentielle, Marine Le Pen s'est mise à préparer 2022. Tout au long de la campagne, elle a montré sa solidité, son sérieux, sa compétence. Le référendum sur l'immigration ou le projet de loi contre l'islamisme

sont rédigés, les mesures pour redonner du pouvoir d'achat aux Français sont financées. On est prêt. Et on connaît Emmanuel Macron. » Et ce n'est pas le front républicain qui viendra jouer les trouble-fêtes. Pas cette fois. « Quand un quart des Français ne mangent pas à leur faim, qu'ils doivent choisir entre se chauffer et se nourrir correctement, le front républicain, ça leur passe au-dessus de la tête. »

Reste la question des réserves de voix. « Le clivage droite-gauche n'existe plus. Pour la deuxième fois, les électeurs nous imposent un duel entre nationaux et mondialistes. À nous d'aller chercher les patriotes sur tout l'échiquier politique. Au-delà des appareils. C'est d'ailleurs pour cela que Marine Le Pen a quitté la présidence du RN, pour être la présidente de tous les Français », déclare Laure Lavalette. Pour Amaury Navarranne, « le report des voix ne se commande pas d'un claquement de doigts. Ce n'est pas mathématique. Le deuxième tour d'une élection présidentielle est une nouvelle élection. Les compteurs sont en quelque sorte remis à zéro. »

P.-L. P.

La tendance bleu marine dans les villages du centre Var s'illustre à Forcalqueiret

« Ici on parle pas de politique, assure-t-on sur la terrasse du bar de Forcalqueiret. C'est un petit village, on se connaît tous alors on évite les discussions qui fâchent. » Difficile pourtant pour les habitués du bar de se tenir à la règle au lendemain du premier tour de la présidentielle.

Une fois de plus, le petit village du Val d'Issole a voté massivement pour l'extrême droite. Marine Le Pen arrive en tête avec 41,68 % et Éric Zemmour a été plébiscité par 13,15 % des électeurs.

Sur la terrasse, à l'heure de l'anis et des demis, difficile de savoir qui a voté et pour qui. On préfère rester vague. Une chose met tout le monde d'accord, le ras-le-bol. « Faut voir le prix de la viande et bientôt du pain. Sans parler de l'essence. Là ils font un effort mais quatre mois ça passe vite ».

C'est peut-être selon eux un début d'explication au succès de la présidente du Rassemblement national. « Macron c'est le Président des riches. Il aurait dû nous enrichir nous mais il ne l'a pas fait. Mais maintenant il faut que ça change. »

« Souvenez-vous de Yann Piat »

Sur un petit air de « tous pareils tous pourris », les discussions s'enchaînent parfois teintées de nostalgie. « De toute façon, ceux qui étaient honnêtes se sont fait flinguer. Souvenez-vous de Yann Piat... Il y a eu Coluche aussi. Il est mort, peut-être assassiné d'ailleurs, mais avec lui ça aurait pu marcher. On ne saura jamais... »

Un peu plus loin dans l'artère principale de la commune, le vote extrémiste rend parfois incrédule. C'est le cas de Salomé, 19 ans,



Avec plus de 58 % des votes exprimés en faveur de l'extrême droite, Forcalqueiret confirme son statut de terre bleu marine.

(Photo R.A.)

derrière la caisse de la petite épicerie. « Ce n'est clairement pas pour elle [Marine Le Pen] que j'ai voté. Et je dois dire que, venant d'un autre département, je suis vraiment choquée de ce score. » Elle poursuit : « Les thèmes de campagne du RN, comme l'insécurité, ça n'existe pas vraiment à Forcalqueiret. On entend parfois des petits actes de vandalisme, des bêtises d'enfants, rien de grave. Ici, c'est tranquille. » Même sentiment pour Audrey, à la pharmacie : « Non, franchement, on n'a pas de problème dans notre commune. »

« Le dégoût des promesses non tenues, ça doit jouer », ajoute sa collègue Anne-Sophie. La théorie du vote contestataire, encore et toujours. Ici plus qu'ailleurs vraisemblablement.

A. D. ET R. A.

Mélenchon en progression même à Fréjus

Le candidat de la France Insoumise améliore son score du premier tour de 2017 dans le Var, dans les grandes agglomérations et les quartiers populaires. Reste à mobiliser ces troupes aux législatives.

Jean-Luc Mélenchon en troisième position ? L'immense foule rassemblée dimanche soir, devant le QG du candidat de la France Insoumise, au Cirque d'Hiver à Paris, n'y croit pas. Les douze coups de minuit ont pourtant sonné le glas d'une possible qualification au second tour. Mais pour les jeunes militants et cadres tout est encore possible : ils le scandent, le chantent, le crient, le tweetent, empêchent les habitants du quartier d'éteindre la lumière, se refusent à quitter les lieux. Tous ont les yeux rivés sur leurs téléphones, car l'écart ne cesse de se réduire entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, au fur et à mesure que sortent les résultats des grandes villes. « On attend les résultats de Seine-Saint-Denis. On va y arriver » s'enthousiasme Hugo, étudiant de 23 ans.

En progression dans les grandes villes

Le score national sera finalement de 27,84 % des voix pour Emmanuel Macron, 23,15 % pour Marine Le Pen et 21,95 % à Jean-Luc Mélenchon, qui progresse dans les grandes villes comme Stras-



L'eurodéputée France Insoumise Manon Aubry garde le sourire notamment grâce aux scores en nette hausse dans les grandes villes françaises. (Photo R. M.)

bourg, Montpellier, Toulouse... Dans le département de Seine-Saint-Denis le député marseillais arrive en tête avec 49,1 % des suffrages et plus de 60 % à Bobigny. Dans le sud, à Marseille justement, il finit aussi premier avec 31,12 % des suffrages

exprimés, Emmanuel Macron y fait 22,62 % et Marine Le Pen 20,89 %. À Nice dans les Alpes-Maritimes, il n'est pas monté aussi haut (21,58 %), se plaçant derrière le chef de l'État (25,13 %) et la frontiste (22,39 %). Mais il fait beaucoup mieux qu'en 2017, où il atteignait 17,34 %.

« Je suis trop contente », lâche la députée européenne France Insoumise Manon Aubry qui sait cette commune traditionnellement acquise à la droite et l'extrême droite. À Toulon, il a également amélioré ses résultats : 19,62 % contre 17,84 % au premier

tour en 2017. À La Seyne, la différence est faible 22,20 % cette année contre 21,76 % il y a cinq ans. Même à Fréjus, ville dirigée par le RN, il fait presque 2 % de plus. « Notre candidat a le soutien des catégories populaires, qui se sentent à la fois abandonnées par Macron et stigmatisées par Zemmour. À Paris, on fait + 30 % là où Macron avait fait un carton en 2017 », poursuit Manon Aubry.

« Il a aspiré les voix de gauche »

Mathieu Gallard, directeur d'études à l'institut Ipsos analyse les chiffres plus largement : « Jean-Luc Mélenchon fait de bons scores dans les grandes agglomérations, les quartiers populaires, les banlieues et les centres-villes des communes avec de grandes universités et de grandes entreprises reliées à la mondialisation. L'abstention y est importante, mais il a aspiré les voix de gauche de Benoît Hamon en 2017, voire en partie celles d'Emmanuel Macron. »

Reste à mobiliser ces électeurs pour les législatives. « En 2017, Jean-Luc Mélenchon a eu du mal à transformer l'essai. Il a en général peu de députés. Pour devenir le principal parti de gauche au parlement en juin, il doit inciter cet électoral à se déplacer », ajoute Mathieu Gallard. Et parmi ces électeurs il y a beaucoup de jeunes qui se sont exprimés largement en sa faveur mais qui votent moins aux législatives.

RÉGÈNE MEUNIER

À Toulon, La Beaucaire ira voter en masse au second tour

« J'étais bien décidé à aller voter et j'y suis allé franco ! », explique Pierrick, électeur de 29 ans et habitant de La Beaucaire, à Toulon. Pour qui ? « Mélenchon bien sûr ! »

Comme lui, la majorité des électeurs de ce quartier populaire, qui compte plus de 4 000 habitants, a voté pour le candidat de la France Insoumise. Son score (43,2 % des suffrages exprimés) n'est pas loin d'être deux fois supérieur à celui de Marine Le Pen (24,6 %). Emmanuel Macron, lui, arrive bon troisième (14,9 %).

« Tic et Tac »

« C'est normal. Macron, avec tout ce qu'il nous a fait, comment pourrions-nous revoter pour lui ? La crise des Gilets jaunes, la précarité de l'emploi, l'augmentation des prix : comment voulez-vous qu'on ait confiance, nous, les moins aisés ? », lance Amina, maman de quatre enfants, revenue des courses ce lundi matin. « Pour le deuxième tour, on veut



Dans le quartier de La Beaucaire, à Toulon, Mélenchon a fait le plein de voix mais, pour le deuxième tour, les avis sont partagés. (Photo Frank Muller)

faire barrage à Le Pen. Mais ce serait un peu hypocrite de voter pour Macron. Alors, ce sera sûrement blanc. »

« De toute façon, Marine Le Pen

ou Emmanuel Macron, c'est Tic et Tac ! », ironise-t-elle pour démontrer le peu de choix qui s'offre à elle. « Au premier tour, l'offre était suffisante pour s'exprimer. Main-

tenant, on se retrouve un peu tous coincés. Mais on ira voter, c'est certain. » C'est aussi le sentiment d'Halima qui a voté Mélenchon sans états

d'âme : « J'aime les idées qu'il défend, sa personnalité et ses convictions. C'est la deuxième fois que je vote à Toulon et mon intention était claire. Pour le deuxième tour, il faudra barrer la route à Le Pen, comme d'habitude. »

« Limiter la casse »

Ce n'est pas de gaieté de cœur que beaucoup se préparent à mettre un bulletin Macron dans l'urne mais, de l'avis de tous, « il faut voter le moins pire pour limiter la casse. » Beaucoup de jeunes toulonnais du quartier ont également plébiscité Jean-Luc Mélenchon : « Le seul prêt à faire bouger les choses. »

Les commerçants, eux, assurent qu'on ne leur a pas du tout parlé politique au lendemain du premier tour : « Plutôt des prix de l'essence qui restent hors de portée pour les petits budgets et de la rareté de certaines denrées dans les supermarchés, comme l'huile. Ça, ça préoccupe les gens. »

F. DUMAS

Les enseignements du premier tour à Toulon

Selon leur quartier de résidence, les Toulonnais ont voté très différemment. C'est ce qui ressort de l'analyse des résultats des 128 bureaux de vote de la ville. Avec pas mal de spécificités.

Le premier tour de l'élection présidentielle dans la capitale du Var recèle plusieurs faits notables, qui s'expliquent assez bien sociologiquement. Plongée dans les chiffres, bureau par bureau.

Mélenchon cartonne dans les quartiers populaires...

C'est peut-être la plus grosse surprise du scrutin de dimanche soir. Non pas le score global du leader de la France insoumise, qui récolte certes 19,62 % des suffrages toulonnais mais qui naviguait déjà dans ces eaux-là en 2017 (17,84 %). Non, la curiosité vient du fait que Jean-Luc Mélenchon a été placé en tête... dans 18 des 128 bureaux de vote de la ville, dont certains dans lesquels il réalise une véritable razzia.

À La Beaucaire, par exemple, il récolte près de 40 % des voix dans le bureau 36, et plus de 50 % dans le 37 ! Le candidat insoumis enregistre des résultats équivalents au Pont-du-Las, à Font-Pré, dans la basse ville, à Sainte-Musse ou encore à Saint-Jean. Dans les quartiers les plus défavorisés de Toulon, donc, ce qui n'a rien d'illogique si ce n'est que JLM n'avait absolument pas bénéficié d'un tel engouement il y a cinq ans. Peur de la montée de l'extrême



Les voix des Toulonnais ont été très partagées sur ce scrutin. Marine Le Pen devance Emmanuel Macron de seulement 776 voix. (Photo Frank Muller)

droite et du discours d'un Éric Zemmour, ou vote contestataire ? Sans doute un peu des deux.

... Le Pen aussi !

Ne nous mentons pas : si Jean-Luc Mélenchon fait mieux que se défendre, la vraie grande gagnante, dans les quartiers populaires, c'est elle. À l'est, où Marine Le Pen réalise par exemple de très gros scores à Brunet et à Saint-Jean, mais surtout à l'ouest, où elle arrive largement en tête un peu partout au Pont-du-Las, à La Florane ou aux Moulins. Si l'on tient compte du fait que la candidate du Rassemblement national termine aussi deuxième dans 14 des 18 bu-

reaux emportés par Mélenchon, les comptes sont vite faits...

Pour être honnête, rendons la pareille au leader de la France insoumise, qui décroche lui aussi la 2^e place dans plus de la moitié des 62 bureaux « contrôlés » par l'extrême droite. Et précisons que Marine Le Pen perd quand même plus de 3 000 voix à Toulon par rapport à 2017, et réalise un score global inférieur de 6 % à son résultat départemental moyen (25,28 % contre 31,35 %).

Macron tire (plutôt bien) son épingle du jeu...

Et le président sortant, dans tout ça ? Si les habitants des

quartiers prioritaires ont exprimé une défiance limpide à la lecture des résultats, Emmanuel Macron s'en sort bien, malgré tout. En cinq ans, déjà, son score a augmenté de 5 % (24,21 % contre 19,08 % en 2017), et le leader de La République en marche a grappillé plus de 2 500 voix, n'échouant cette fois finalement « qu'à » 776 voix de Marine Le Pen. Ce qui arrachait dimanche soir un sourire au maire de Toulon Hubert Falco, soutien affiché du président-candidat depuis plusieurs mois et qui avait encore appelé à faire bloc derrière lui deux jours avant le scrutin.

Les Toulonnais ont ainsi porté Macron en tête dans

48 des 128 bureaux. Et plus particulièrement dans les secteurs « privilégiés » du Cap Brun, du Mourillon et de La Serinette, à l'est, ainsi qu'aux Routes, à Claret, à La Loubière et dans la haute ville.

... Zemmour aussi !

Alors c'est vrai, qui se soucie du candidat qui occupe la 4^e place de ce premier tour ? Pas grand monde. D'autant qu'Éric Zemmour, le « trouble-fête » de Reconquête, espérait bien mieux. Malgré tout, il y a à dire sur ces 13,68 %, qui représentent quand même près de 10 000 électeurs toulonnais séduits. Surtout, l'« autre » candidat d'extrême droite réalise le

double ou presque de son résultat national sur les bords de la rade. Un terreau propice, puisqu'il y enregistre aussi son deuxième meilleur score si l'on examine les chiffres des vingt plus grandes villes de France. Juste derrière... Nice (14,25 %), sans surprise. Bref, à Toulon, Éric Zemmour, le seul à avoir officiellement appelé à voter pour Marine Le Pen au second tour, offre un réservoir présumé de voix non négligeable à l'extrême droite...

Pas de pitié pour Les Républicains

Territoire habituellement béni pour la droite classique, Toulon n'a cette fois pas fait de quartier. Alors qu'en 2017, François Fillon, pourtant déjà grandement fragilisé, sauvait largement les meubles au pied du Faron (2^e avec 23,6 % des suffrages), Valérie Pécresse y enregistre même moins qu'au niveau national. 4,76 %... et 3 450 voix ! Une misère. Pour le coup, contrairement à l'adage qui veut qu'à Toulon, tout soit différent, les deux « mastodontes historiques » que sont Les Républicains et le Parti socialiste (évoque-t-on les 1,08 % d'Anne Hidalgo ?) ont été rayés de la carte politique, ici comme ailleurs...

FANNY ROCA
froca@nicematin.fr

Le Pen confirme son ancrage à La Garde et La Valette, douche froide pour Les Républicains

À l'image des scores nationaux, les communes de La Garde et La Valette placent en tête des suffrages les candidats qualifiés pour le second tour de l'élection présidentielle, alors que Jean-Luc Mélenchon occupe la troisième place. Un constat qui se confirme au niveau des chiffres à l'échelle locale.

Baisse pour Le Pen ; plus cinq points pour Macron

La candidate du Rassemblement national Marine Le Pen cumule 3 969 voix à La Garde, soit 27,64 % des suffrages exprimés, et perd un point par rapport à 2017 (28,8 % des voix). Même constat à La Valette où elle se place en première position avec 31,24 % des suffrages exprimés (3 993 voix), contre 32,16 % en

2017. Des scores qui la placent, dans ces deux villes, en tête dans cette course à l'Élysée, et qui confirment son ancrage dans le paysage politique local. Emmanuel Macron, lui, fait une belle percée par rapport à 2017. Et pour cause, là où il se plaçait en troisième position, le candidat LREM talonne désormais de près Marine Le Pen. Avec 23,96 % des suffrages exprimés à La Garde (soit 3 440 voix), Emmanuel Macron prend cinq points de plus qu'en 2017 (18,58 %). Et à La Valette aussi, ce sont cinq points supplémentaires qu'ajoute le président sortant à son compteur (23,84 % en 2022, contre 18,95 %).

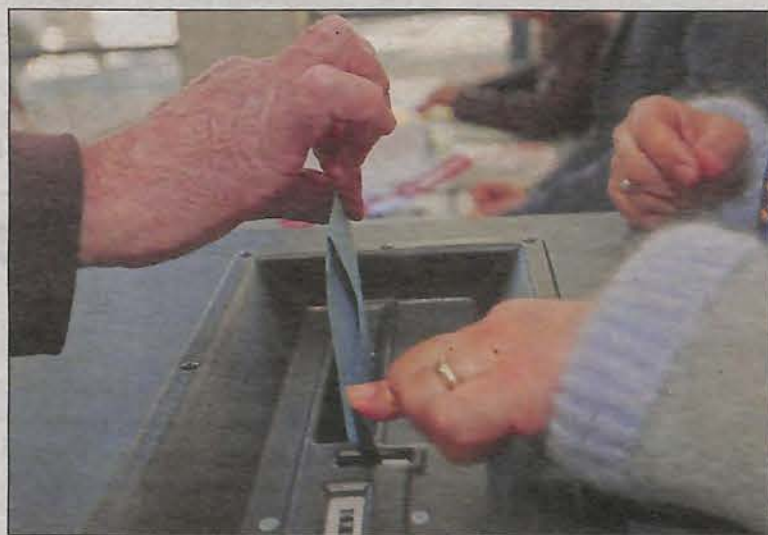
Pécresse s'enfonce

Côté chiffres, les militants et vo-

tants Les Républicains varois (LR) ont dû avoir un goût amer à la lecture des résultats de ce premier tour. Tout comme à La Garde et La Valette où la candidate du parti, Valérie Pécresse, fait de maigres scores et ne dépasse même pas la barre des 5 %, comme à l'échelle nationale (4,36 % des voix exprimées dans les deux communes). Des résultats qui la placent en cinquième position (derrière Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour). En 2017, François Fillon, alors candidat fort de la droite, se plaçait, lui, en deuxième position.

« Un vote qui illustre des rejets plus qu'un choix », a commenté le chef de file du parti Les Républicains dans le département, et maire de La Garde, Jean-Louis Masson.

S. A. res.



Comme en 2017, Marine Le Pen (RN) se place en tête des suffrages exprimés à La Garde et La Valette. Elle est talonnée par Emmanuel Macron, qui fait une belle percée dans ces territoires. (Photo L. M.)

A La Seyne, l'extrême droite a séduit 41,3 % des votants

Les scores cumulés de Marine Le Pen, Eric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan ont provoqué une percée historique de l'extrême droite dans la deuxième ville du Var.

Si La Seyne était la France, Jean-Luc Mélenchon, avec 20,20 % des suffrages exprimés, aurait peut-être demandé le recomptage des voix. Contrairement à 2017, où il avait devancé de plus de trois points le futur président de la République, les habitants de la ville jadis réputée la plus à gauche du Var lui ont cette fois préféré, de très peu, Emmanuel Macron (20,40 %) pour affronter au second tour Marine Le Pen, encore une fois arrivée en tête. Au cœur du quartier Berthe, notamment, le programme d'extrême gauche parle à 436 des 649 électeurs qui se sont exprimés dans un des bureaux de l'école Lucie-Aubrac (qui compte le plus grand nombre d'inscrits de la commune), soit 67 % ! Dans aucun des 46 autres bu-

reaux seynois, les deux finalistes n'auront approché, même de loin, un tel plébiscite. Macron enregistre toutefois une progression significative (18,4 % en 2017) avec près d'un millier de voix supplémentaires. Ce qui a sensiblement évolué en revanche, c'est la tentation grandissante de l'extrême droite : malgré une abstention plus marquée, de 6 points, frôlant les 30 %, la candidate du Rassemblement national a convaincu à 27,88 %. C'est un peu moins qu'en 2017 (29,64 %)... Mais un détail, ici de poids, inquiète particulièrement les partisans d'un nouveau front républicain : Eric Zemmour et ses 11,40 % de voix, qui garderont très certainement la même couleur au second tour. À l'instar, aussi, des quelque 2 % de Nicolas Dupont-Aignan (4,59 % en



Dès dimanche soir, la maire de La Seyne a appelé les électeurs à faire barrage au Rassemblement national. (Photo M. G.)

2017)... La force de frappe de cette union probable est, sur le papier, bien supérieure à l'addition des scores de ceux qui appellent explicitement au barrage.

Sans pouvoir présager de l'implication ni des choix des abstentionnistes du premier tour, ici plus qu'ailleurs le jeu du report des voix pourrait avoir un impact

L'appel de Nathalie Bicaïs

Avant-hier soir, la maire de La Seyne a qualifié les résultats d'« édifiants ». Elle ne faisait pas tant référence au score de 3,9 % obtenu ici par « sa » candidate Valérie Péresse (LR) qu'à la poussée de l'extrême droite, non moins mémorable. Se focalisant sur le plan national, Nathalie Bicaïs a déclaré : « Toute la classe politique doit s'interroger sur les causes de ces résultats. Les Français ont malgré tout choisi la continuité en plaçant le président Macron en tête des votes. Pour le second tour, j'appelle à voter pour lui. » Tout en préconisant : « La nouvelle mandature devra effacer les clivages qui se sont construits entre l'exécutif et les Français. Il faut réduire au plus vite ce fossé qui fait le jeu des extrêmes, qu'ils soient de gauche ou de droite. Des deux candidats, Emmanuel Macron est le plus à même de réaliser cela en unissant les Français dans un projet national et européen. »

considérable sur l'issue du scrutin, le 24 avril. Et, comme partout en France, les électeurs de Mélenchon, partagés entre le président sortant et le vote blanc, au-

ront dans leur enveloppe, plus que jamais, le pouvoir de faire pencher la France d'un côté ou de l'autre.

J. P.

jpoillot@nicematin.fr

À Six-Fours, Marine Le Pen toujours plus forte

Marine Le Pen convainc toujours autant dans l'ouest de la métropole TPM. Déjà en tête au soir du premier tour 2017 avec 29,43 % des bulletins exprimés, la candidate du Rassemblement national a cette année recueilli 30,46 %. C'est une nouvelle fois à Six-Fours, où elle peut compter sur le soutien de Frédéric Boccaletti, élu d'opposition et président du parti au conseil régional, qu'elle a réalisé son plus gros score avec 31,28 %. En deuxième position, Emmanuel Macron tente de rattraper son retard. En cinq ans, le président sortant a engrangé près de 1 400 voix sur la commune du bassin. Dimanche, il a ainsi récolté 24,63 % des suffrages exprimés. Plus loin, on retrouve

Éric Zemmour et ses 14,5 %, suivi des 11,74 % de Jean-Luc Mélenchon. Valérie Péresse est, là encore, très loin dans le classement. Si François Fillon était arrivé deuxième au premier tour de 2017 avec 27,41 %, la candidate des Républicains n'a rassemblé que 5,42 %. Ce résultat Le Pen - Macron se dessine également dans deux autres communes de TPM ouest, à savoir Ollioules et Saint-Mandrier. Seule petite déception pour la candidate d'extrême droite, la baisse de voix à Saint-Mandrier (912 contre 999 il y a 5 ans). Un chiffre qui ne l'a pas empêché de rassembler plus de votants cette année que dans le passé (10 286 contre 10 264).

L. B.



Marine Le Pen, ici avec Frédéric Boccaletti, a réalisé un score plus important qu'il y a cinq ans, à Six-Fours. (Photo doc Luc Bouteria)

Sud Sainte Baume : grosse poussée de Macron, mais Le Pen arrive en tête

Alors qu'il n'était arrivé qu'en troisième position, avec 16,18 % des suffrages exprimés (derrière François Fillon, 31,24 %, et Marine Le Pen, 26,95 %) sur le territoire de Sud Sainte Baume, regroupant neuf communes (1) au premier tour de 2017, Emmanuel Macron a fini dimanche soir tout proche de la candidate du Rassemblement national.

Le président sortant a recueilli 27,24 % des bulletins exprimés. Il talonne ainsi les 28,49 % de celle qui sera à nouveau son adversaire au second tour le 24 avril.

Le fondateur de la République en marche a obtenu 4 500 voix supplémentaires par rapport à 2017, avec 11 517 bulletins en sa faveur. À Sanary et Bandol, le candidat Macron a par exemple obtenu 5 144 voix contre 3 621 il y a cinq ans.

Le Pen + Zemmour + Dupont-Aignan = 45,87 %

Une très nette augmentation qui le place tout proche de celle qui est désormais le premier choix pour la majorité des habitants de Sud Sainte Baume. Avec 28,49 %, Marine Le Pen arrive en tête dans cinq des neuf communes du bassin (Saint-Cyr, Le Beausset, Le Castellet, Évenos et Signes). Mais si la candidate frontiste n'a reçu « que » 374 voix supplémentaires en comparaison d'il y a cinq ans (12 046 contre 11 672), elle le doit sûrement à Éric Zemmour.



Contrairement à 2017, les électeurs de Sanary ou Bandol ont été plus nombreux à glisser le nom d'Emmanuel Macron dans l'urne (5 144 contre 3 621 il y a cinq ans). (Photo doc F. M.)

Le polémiste d'extrême droite arrive en troisième position avec 14,09 %. Ainsi, en additionnant les bulletins exprimés en leur faveur mais également ceux de Nicolas Dupont-Aignan, l'extrême droite atteindrait le score vertigineux de 45,87 %.

Jean-Luc Mélenchon n'aura, lui, pas réussi à convaincre plus de votants qu'en 2017. Quatrième avec 11,24 %, le candidat de la France insoumise en aura même perdu 798.

Malgré cette baisse, il devance la grande perdante de ce premier tour en France mais également sur le territoire de Sud Sainte Baume, Valérie Péresse.

À Riboux, Péresse dernière derrière Poutou et Hidalgo

Bastion des Républicains depuis de nombreuses élections, la communauté

d'agglomération Sud Sainte Baume (CASSB) avait placé largement en tête François Fillon en 2017 avec 31,34 % des suffrages exprimés.

Cette année, seuls 5,64 % des électeurs ont accordé leur confiance à la candidate vainqueur des primaires du parti. Une débandade pour la droite républicaine. En 5^e position sur six communes de la CASSB, celle qui se rêvait présidente n'a pas fait mieux que 7^e à Évenos et Signes, devancée par Jean Lasalle et Yannick Jadot. Si l'on devait pousser le bouchon, Valérie Péresse n'a reçu aucune voix parmi les 47 bulletins exprimés à Riboux, faisant ainsi l'exploit d'arriver dernière derrière Philippe Poutou et Anne Hidalgo.

LORIS BIONDI

1. Sanary, Bandol, Saint-Cyr, Le Beausset, Le Castellet, La Cadière, Évenos, Signes et Riboux.